

Royaume du Maroc



Direction des Etudes et des Prévisions Financières
DENI

NOTE DE CONJONCTURE

Bulletin mensuel de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières

N°150 – Mai 2009

Sommaire	Vue d'ensemble.....	2
	Environnement international	3
	Contexte national.....	4
	1. Croissance sectorielle.....	4
	2. Eléments de la demande.....	8
	3. Echanges extérieurs.....	9
	4. Finances publiques	11
	Recettes	
	Dépenses	
5. Financement de l'économie.....	13	
Tableau de bord.....	16	

Contacts : doc@depf.finances.gov.ma
Tél : (212) 37.67.74.29/62 Fax : (212) 37.67.74.54
Quartier administratif, entrée D, Chellah – Rabat
Site Internet : www.finances.gov.ma/depf/depf.htm



**Perspectives d'une croissance soutenue en 2009 pour le Maroc,
en dépit d'une conjoncture internationale défavorable**

La conjoncture mondiale a été caractérisée, au cours des premiers mois de l'année 2009, par la poursuite de la baisse de l'activité économique mondiale. Les dernières prévisions du Fonds monétaire international tablent sur une contraction du PIB mondial de 1,3% pour l'année en cours. La récession touchera principalement les pays industrialisés, dont notamment la Zone Euro (-4,2%) et les États-Unis d'Amérique (-2,8%), en raison de l'approfondissement des retombées de la crise financière internationale.

En dépit des perturbations économiques et financières constatées au niveau mondial, l'économie nationale enregistrerait en 2009 un taux de croissance situé entre 5% et 6% dans un contexte marqué par la maîtrise de l'inflation. Cette évolution de l'activité économique profiterait de la réalisation d'une campagne céréalière record. Toutefois, certains secteurs exportateurs ont été affectés par la crise financière internationale dont notamment le textile et l'habillement, l'automobile, l'électronique et le tourisme. Néanmoins, l'impact macroéconomique de cette crise serait limité, sauf en matière d'emploi, en raison de la faible pondération de ces secteurs dans le PIB. Concernant l'activité financière, les répercussions directes de la crise demeurent modérées grâce à la maîtrise des canaux par lesquels cette crise est susceptible de se transmettre. En effet, les placements des avoirs en devises du Maroc à l'étranger sont relativement sécurisés, le recours à l'extérieur pour le financement de son économie est de moins en moins fréquent et les investissements étrangers à la Bourse de Casablanca sont limités.

Quant à la demande intérieure, elle demeure le principal moteur de la croissance, soutenue par la hausse prévue des revenus des ménages ruraux, en raison de l'excellente campagne agricole. Elle profiterait également de la progression des crédits à la consommation de 25,7% à fin avril 2009, ainsi que de la mise en œuvre des dispositions du dialogue social. Du côté de l'investissement, l'effort de modernisation et d'équipement du tissu productif national est maintenu, malgré le contexte de crise économique mondiale, comme en témoigne la hausse de 23,5% des crédits accordés à l'équipement. Dans le même sillage, la Commission des investissements a approuvé, lors de sa deuxième réunion pour l'année 2009 tenue le 20 avril, 16 projets d'investissement d'une valeur globale de 21,9 milliards de dirhams, en mesure de générer 9468 emplois.

Sous l'effet de la décélération de l'activité économique à l'échelle mondiale, les transactions commerciales du Maroc avec l'étranger ont affiché, à fin avril 2009, un recul des exportations et des importations des biens et services (FOB/FOB) respectivement de 23,8% et 16,1% par rapport à la même période de l'année précédente, portant ainsi le taux de couverture à 67,3% contre 74,6% un an auparavant. Pour ce qui est des échanges de biens, ils ont clôturé les quatre premiers mois de l'année en cours sur un fléchissement des exportations et des importations respectivement de 30,7% et 18,8%. Ces évolutions se sont soldées par un allègement du déficit commercial des biens qui s'est établi à 46,7 milliards de dirhams contre 50 milliards de dirhams à fin avril 2008.

Concernant la situation des finances publiques, l'exécution de la Loi de Finances au terme des quatre premiers mois de l'année 2009 s'est soldée par la réalisation d'un excédent budgétaire de 3,7 milliards de dirhams. Cette situation s'est produite malgré le recul des recettes ordinaires, suite essentiellement au repli des recettes fiscales de 12,4%, dépassant toutefois les dépenses ordinaires qui se sont aussi inscrites en baisse de 8,3%, sous l'effet principalement de la baisse des dépenses de compensation de 81%.

Sur le plan monétaire, après avoir enregistré des hausses limitées, en glissement mensuel, en février et mars, la masse monétaire s'est légèrement repliée en avril, par rapport à fin mars 2009, de 0,3%. Ainsi, par rapport à fin décembre 2008, la masse monétaire a enregistré une baisse de 0,4%. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des avoirs extérieurs nets de 3,6 milliards de dirhams ou 1,8%, par rapport à fin décembre 2008 et de 8,2% par rapport à fin avril 2008, sous l'effet principalement du repli des recettes voyages (-18,7%) et des transferts des MRE (-13,9%). Toutefois, les concours à l'économie ont poursuivi leur amélioration, à l'exception de la baisse enregistrée en janvier, pour augmenter de 6,6 milliards de dirhams ou 1,2% par rapport à fin décembre 2008.

Après l'amélioration enregistrée en avril 2009, l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca a quasiment stagné au cours du mois de mai 2009. Ainsi, par rapport à fin avril 2009, les deux indices MASI et MADEX ont progressé de 0,8% et 0,5% respectivement. Par rapport à fin décembre 2008, les deux indices ont quasiment stagné (+0,4% pour le MASI et -0,3% pour le MADEX).



Le ralentissement de l'activité au niveau international, amorcé depuis quelques mois, se poursuit annonçant une récession sous l'effet de l'intensification et la propagation de la crise financière et économique à travers le monde.

Aux Etats-Unis, le PIB a reculé de 6,1% au premier trimestre 2009 en rythme annualisé après avoir baissé de 6,3% au quatrième trimestre 2008. La détérioration de la conjoncture économique est due essentiellement à la chute des exportations (-30%) et des stocks des entreprises (-103,7 milliards de dollars). Les investissements des entreprises se sont contractés de 37,9%, un record, au premier trimestre, de plus les investissements dans l'immobilier résidentiel ont reculé de 38%, leur plus forte baisse depuis le deuxième trimestre 1980. Cependant, les dépenses de consommation, qui représentent deux tiers de l'activité économique américaine, ont crû de 2,2% après avoir chuté au deuxième semestre 2008. Selon les enquêtes conjoncturelles, l'indice ISM manufacturier a progressé à 40,1 points en avril 2009 contre 36,3 points en mars, alors que les ventes de détail sont ressorties en baisse de 1,1%, affectées par la remontée rapide du taux de chômage (8,5% en mars).

Dans la zone Euro, le PIB devrait diminuer de 1% au premier trimestre 2009. Cette évolution a négativement affecté le marché de l'emploi, comme en témoigne le taux de chômage dans la zone euro qui s'est établi à 8,9% en mars contre 8,7% en février¹, portant le nombre de chômeurs à 14,158 millions.

Toutefois, l'indice de confiance économique publié par la Commission européenne est ressorti à 67,2 points, soit une progression de 2,5 points comparé à mars (dans l'ensemble de l'UE, la progression a atteint 3,5 points pour s'établir à 63,9 points). Cette amélioration est due essentiellement à une nette progression du moral des consommateurs et des industriels. Il a augmenté de 3 points dans les deux cas, tant dans la zone euro que dans l'UE. De son côté, l'indice des directeurs d'achat (PMI), l'un des indicateurs de conjoncture les plus suivis dans la zone euro a notamment atteint en avril son plus haut niveau depuis six mois, soit 40,5 points après 38,3 points en mars. De plus, le repli de l'indice du climat des affaires, qui mesure la confiance des industriels, s'est atténué dans la zone euro, pour la première fois depuis mai 2008, se situant à -3,33 points en avril contre -3,49 points en mars.

Au Japon, le PIB a chuté de 4% durant le premier trimestre 2009, malgré le rebond de la production industrielle de 1,6% en mars après un repli de 38,4 % en février par rapport au même mois de 2008. Quant aux exportations, elles se sont repliées, en glissement annuel, de 39,1% en mars 2009. Autre signe de la crise qui touche durement les entreprises japonaises : le nombre de faillites qui a dépassé 1500 en mars, enregistrant une hausse de 14,1% l'an. De plus, les conditions financières continuent à se resserrer. Ainsi, les entreprises font face à de graves difficultés de financement, notamment pour lever des capitaux. A cela, s'est ajoutée la hausse du taux de chômage à 5% en avril contre 4,8% en mars.

S'agissant des pays émergents, ils ont enregistré un ralentissement de leur activité à partir du troisième trimestre 2008. Au quatrième trimestre, le ralentissement s'est accentué et les indicateurs conjoncturels des zones émergentes ont chuté. Depuis novembre 2008, les prévisions d'environnement des pays émergents pour 2009 ont été sensiblement révisées à la baisse, suite au recul du commerce mondial (notamment les importations des économies avancées) et à la baisse des prix des matières premières en moyenne annuelle (50% pour le pétrole et 25 à 30% pour les matières premières non pétrolières). De même, le FMI prévoit une forte contraction des flux nets de capitaux privés à destination des pays émergents (-190,3 milliards de dollars en 2009 contre +109,3 milliards de dollars en 2008).

Concernant l'année 2009, les perspectives de récession dans les pays industrialisés seront à la source d'une partie de la perte d'activité attendue dans les pays émergents. Toutes les zones émergentes seraient touchées mais avec des impacts différenciés et selon le degré d'ouverture de chaque pays et de son intégration dans l'économie mondiale. Ainsi, les conséquences de la récession seraient plus élevées dans les pays industrialisés de l'Asie, les PECO et la Turquie, les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et les pays de l'Amérique latine (notamment le Mexique et le Brésil).

¹ Le taux de chômage a atteint au premier trimestre un niveau record de 17,36% en Espagne, soit le plus haut niveau enregistré depuis fin 1998 et s'est affiché à un niveau record parmi les pays de la zone euro.



Dans ce contexte, d'après les dernières projections du FMI², la croissance mondiale devrait passer de 5,2% en 2007 à 3,2% en 2008 pour s'établir à -1,3% en 2009. Le ralentissement étant impulsé par les pays avancés où l'activité serait en baisse de 3,8% en 2009. L'organisation a nettement revu à la baisse sa prévision de croissance pour les Etats-Unis en 2009 où l'activité devrait se replier de 2,8%. Elle a également abaissé celle pour la zone euro, avec un recul du PIB de 4,2%. L'Allemagne et la France verront leurs croissances reculer de 5,6% et 3% respectivement. Néanmoins, la croissance dans les pays émergents et en développement demeurerait globalement positive se situant à 1,6% en 2009. Les PECO et l'Amérique latine enregistreraient un recul d'activité estimé respectivement à 3,7% et 1,5%, alors que l'Asie en développement et l'Afrique verraient leurs croissances ralentir à 4,8% et 2% respectivement.

CONTEXTE NATIONAL

Croissance économique

En 2009, l'activité économique nationale évolue dans un environnement marqué par la propagation des effets de la crise financière et économique à l'échelle mondiale, engendrant ainsi une contraction de la demande étrangère adressée au Maroc. En conséquence, l'activité hors agricole pourrait manifester un certain ralentissement en 2009, comme en témoigne l'évolution des indicateurs conjoncturels disponibles relatifs aux quatre premiers mois de l'année en cours. Néanmoins, la réalisation d'une campagne céréalière record, accompagnée d'un comportement favorable des autres cultures seraient en mesure de maintenir la croissance économique nationale à un niveau soutenu situé entre 5% et 6%.

1. Croissance sectorielle

Excellente production céréalière

D'après les premières estimations de la production céréalière établies par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches Maritimes, la production des trois principales céréales (blé dur, blé tendre, orge) avoisinerait les 102 millions de quintaux, ce qui correspond à une progression de 99% par rapport à la campagne précédente et à une hausse de 96% par rapport aux dix dernières campagnes. Les rendements par culture ont enregistré un renforcement respectivement de 71,7% pour le blé tendre, de 56% pour le blé dur et de 171,1% pour l'orge.

Indicateurs relatifs aux trois principales céréales pour les deux campagnes 2007-2008 et 2008-2009

Céréales	Superficies semées (En millions d'hectares)		Production (En millions de quintaux)		Rendement (En quintal/hectare)	
	2007-2008	2008-2009	2007-2008	2008-2009	2007-2008	2008-2009
Blé tendre	1,93	2,0	25,3	45	13,1	22,5
Blé dur	0,93	0,96	12,4	20	13,4	20,8
Orge	2,18	2,20	13,5	37	6,2	16,82

Ces performances sont attribuables aux conditions climatiques exceptionnelles de la campagne agricole 2008-2009. En effet, le cumul pluviométrique enregistré jusqu'au 27 avril 2009 a atteint 539 mm, en augmentation de 61% comparativement à une année normale et de 116% par rapport à la même période de la campagne précédente, portant ainsi le taux de remplissage des barrages au 04 mai 2009 à 85,5% contre 46,4% à la même période de l'année précédente.

² WEO du 22 avril 2009.



Système de commercialisation des céréales

Dans le souci d'améliorer le revenu des agriculteurs, les pouvoirs publics ont mis en place un système spécifique pour la commercialisation du blé tendre tout en apportant un soutien conséquent au niveau de sa production, son stockage, sa transformation et sa consommation.

De ce fait, le prix référentiel de vente a été fixé à 270 dirhams par quintal. Ce dernier dépasse, par ailleurs, celui perçu effectivement par les agriculteurs des pays exportateurs, ce qui permettrait aux agriculteurs de tirer profit de leur production de cette année. De plus, la prime de magasinage a été maintenue. Elle sera servie, chaque quinzaine, aux commerçants et coopératives céréalières à raison de 2 dirhams par quintal stocké. La prime de stockage a été également maintenue, fixée à 5 dirhams/quintal par mois pendant neuf mois pour un stock de sécurité maximum de 220.000 quintaux.

En perspective d'un bon déroulement de la prochaine campagne céréalière, il a été procédé à l'adoption d'un ensemble de mesures dont notamment l'octroi d'une subvention à l'utilisation des semences certifiées de céréales fixée à 150 dirhams/quintal pour le blé tendre et à 135 dirhams/quintal pour le blé dur et l'orge contre une subvention de 130 dirhams/quintal au titre de la campagne agricole 2008-2009, l'encouragement des multiplicateurs de semences de céréales à travers l'octroi d'une prime de 15% par rapport au prix des céréales destinés à la consommation et l'adoption d'un prix de vente des semences sélectionnées de céréales ne dépassant pas 30% du prix des céréales destinés à la consommation.

Pour ce qui est de la production prévisionnelle des primeurs, elle s'établirait à 1,9 million de tonne, en hausse de 10% par rapport à la campagne précédente. Par contre, le volume exporté serait en recul de 1,2% par rapport au niveau réalisé un an auparavant. La production attendue des agrumes enregistrerait, à son tour, une amélioration de 10% pour s'établir à 1,4 million de tonnes. Cependant, les exportations d'agrumes ne dépasseraient pas les 429.000 tonnes, en repli de 13% par rapport à la campagne précédente.

Quant aux cultures sucrières, les productions prévisionnelles de la canne à sucre et de la betterave à sucre seraient en baisse respectivement de 4% et 15% par rapport à la campagne précédente, en raison de la perte de 18% de la superficie semée à cause des inondations qui ont touché essentiellement les périmètres du Gharb et du Loukkouss.

Concernant l'activité de l'élevage, elle devrait profiter de l'abondance des pâturages et du bon état du couvert végétal.

Baisse des indicateurs d'activité de la pêche côtière et artisanale

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2009, l'activité de la pêche côtière et artisanale a été marquée par un repli du tonnage débarqué de 14,1% par rapport à fin avril 2008. Cette évolution est intervenue malgré l'accroissement du tonnage débarqué en poissons blancs (+63,2%) sans, toutefois, compenser le repli accusé par les débarquements de la pêche pélagique et céphalopodière respectivement de 24,3% et 19,7%. Quant à la valeur des captures de la pêche côtière et artisanale, elle s'est dépréciée de 24,3%, sous l'effet du fléchissement de 46,4% des recettes générées par les ventes de poulpe (espèce à haute valeur marchande).

L'activité à l'export des produits de la mer a continué de pâtir de la baisse de la production ainsi que des difficultés liées à la décélération de la demande étrangère. Ainsi, les ventes à l'étranger des crustacés, mollusques et coquillages, des poissons en conserves et des poissons frais ont affiché, à fin avril 2009, une baisse en valeur respectivement de 43,5%, 9,1% et 14,7%.

Décélération de l'activité hors agricole

Les indicateurs conjoncturels disponibles jusqu'à fin avril 2009 font état d'une décélération de l'activité hors agricole consécutive à la contraction de la demande étrangère adressée au Maroc principalement celle émanant de nos partenaires commerciaux dont la France et l'Espagne.



Début d'année marqué par une contraction de la production et du chiffre d'affaires à l'export du groupe OCP

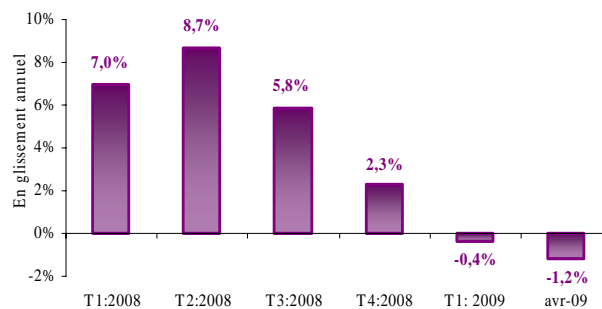
Au terme du premier trimestre de l'année 2009, la production des phosphates, de l'acide phosphorique et des engrais naturels et chimiques a accusé des baisses respectives de 70,5%, 54,8% et 69% par rapport à fin mars 2008 et de 70,3%, 64,6% et 55,9% par rapport à fin mars 2007. En parallèle, le chiffre d'affaires à l'export réalisé, au terme des quatre premiers mois de l'année 2009, s'est établi à 5,9 milliards de dirhams après 13,8 milliards de dirhams à la même période de l'année 2008 (année marquée par des niveaux élevés des prix sur le marché international) et contre 6,1 milliards de dirhams à fin avril 2007.

Quasi-stagnation de la production et des ventes de l'électricité

A fin avril 2009, la production d'énergie d'origine hydraulique a enregistré un accroissement de 215,2%, en raison de la bonne pluviométrie enregistrée durant cette période. Par ailleurs, la production d'énergie thermique et l'apport des tiers se sont repliés respectivement de 37,8% et 30,8% par rapport à la même période de l'année 2008. Ces évolutions se sont traduites par une quasi-stagnation de la production de l'électricité (-0,6%) en glissement annuel.

S'agissant de la consommation de l'électricité, après avoir progressé de 20,2% au mois de mars 2009 par rapport au mois précédent, elle a en revanche reculé de 9,3% en avril en glissement mensuel et de 1,2% par rapport à avril 2008. Ces évolutions se sont soldées par une quasi-stagnation (-0,6%) des ventes globales sur les quatre premiers mois de l'année 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette variation provient du repli de 8,7% des ventes destinées aux abonnés autres que les régies, conjugué à une hausse de 7,4% des ventes de basse tension destinées aux ménages.

Evolution des ventes de l'électricité

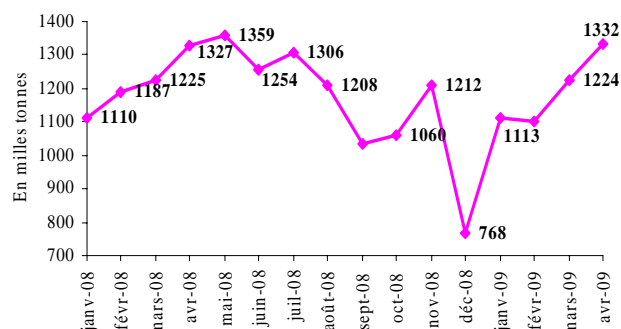


Source: ONE

Léger repli de la consommation de ciment

A fin avril 2009, la consommation de ciment a affiché un léger repli de 1,7% par rapport à la même période de l'année 2008. D'un mois à l'autre, les ventes de ciment ont poursuivi la tendance haussière entamée depuis le mois de février, enregistrant ainsi une progression de 8,8% au cours du mois d'avril par rapport au mois précédent. Quant aux crédits à l'immobilier, ils se sont élevés à 158,9 milliards de dirhams à fin avril 2009, en hausse de 21,7% en glissement annuel. En outre, 47.807 ménages ont bénéficié de la garantie du FOGARIM, jusqu'au 30 avril 2009, pour un montant de 6,95 milliards de dirhams.

Evolution mensuelle des ventes de ciment



Source: Associatin Professionnelle des Cimentiers, Ministère de l'Habitat

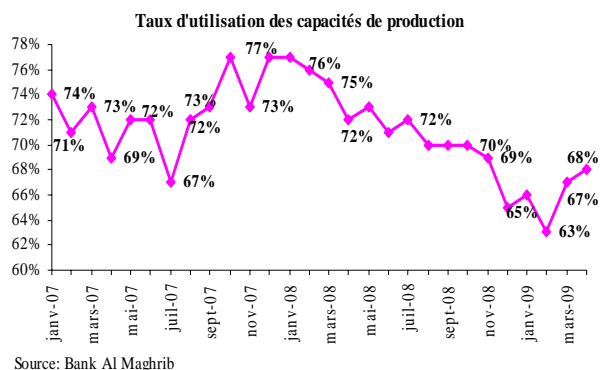
Anticipations optimistes des chefs d'entreprises pour le deuxième trimestre 2009

D'après les déclarations des chefs d'entreprises interrogés, dans le cadre de l'enquête de conjoncture industrielle réalisée par le Haut Commissariat au Plan, la production du secteur manufacturier aurait subi une légère baisse durant le premier trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008.

Néanmoins, leurs anticipations demeurent favorables pour le deuxième trimestre de l'année en cours. En effet, ils prévoient une hausse de la production manufacturière par rapport au premier trimestre, excepté l'industrie du textile et cuir dont la production pourrait baisser.



Dans le même sillage, les résultats de l'enquête de conjoncture dans l'industrie de Bank Al-Maghrib indiquent un repli de 3 points de pourcentage du taux moyen d'utilisation des capacités de production à fin mars 2009 pour se situer à 65% contre 68% au quatrième trimestre 2008. Néanmoins, le mois d'avril 2009 a été marqué par la réalisation d'un taux de capacité d'utilisation situé à 68%, en progression d'un point par rapport au mois de mars de l'année en cours.



Bonne tenue des indicateurs du secteur touristique au mois d'avril

Le tourisme constitue l'un des principaux secteurs directement affecté par la crise financière internationale. En 2008, l'activité touristique à l'échelle mondiale a enregistré une baisse de 1% au deuxième semestre après une hausse de 6% au cours du premier semestre. Les chiffres préliminaires de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) relatifs aux premiers mois de l'année 2009 indiquent la poursuite de la tendance négative enregistrée au deuxième semestre 2008. Les destinations du monde entier ont pâti de la contraction de la demande des principaux marchés sources. Seules l'Afrique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud affichent des résultats positifs de 3 à 5%. Cependant, l'Europe septentrionale, l'Europe méridionale, l'Europe méditerranéenne, l'Asie du Nord-Est, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient constituent les sous-régions les plus touchées.

A l'échelle nationale, l'activité touristique a été caractérisée au cours du mois d'avril 2009 par une évolution positive de ses indicateurs d'activité. Ainsi, les arrivées des touristes se sont élevées au cours de ce mois à 674.000 touristes, en hausse de 19% par rapport au mois précédent et de 23,9% par rapport à avril 2008. Cette performance provient de la progression, par rapport à avril 2008, des arrivées des touristes français de 15,9%, espagnols de 57%, belges de 59,1% et allemands de 34,8%. Au terme des quatre premiers mois de l'année 2009, le nombre des touristes a atteint 2,2 millions, en augmentation de 9,8% en glissement annuel. De même, le nombre des MRE qui ont regagné le Maroc à fin avril 2009 a enregistré une hausse de 25,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Les nuitées réalisées dans les hôtels classées se sont également renforcées de 17,3% au mois d'avril 2009 en glissement mensuel et de 5,1% par rapport à avril 2008.

Dans ces conditions, les recettes voyages se sont accrues de 19,4% en avril par rapport au mois précédent. Néanmoins, elles demeurent en baisse de 18,7% sur les quatre premiers mois de l'année en cours par rapport à la même période de l'année 2008.

Quant au nombre des passagers internationaux ayant transité par les aéroports du royaume, il s'est élevé à 991.000 passagers en avril 2009, soit un accroissement de 6,7% par rapport au même mois de l'année précédente. Au terme des quatre premiers mois de l'année en cours, ce nombre a atteint 3,4 millions passagers, en accroissement de 1,2% par rapport à fin avril 2008.

Croissance consolidée de l'activité des télécommunications

Les indicateurs d'activité du secteur des télécommunications relatifs au premier trimestre 2009 font état d'une croissance continue. En effet, le parc de la téléphonie mobile a réalisé une croissance de 14,1% en glissement annuel pour atteindre 23,5 millions abonnés. Le parc total des abonnés Internet s'est élevé à 834.463 abonnés, soit une augmentation de 43,4%, grâce au renforcement de 288,8% du parc des abonnés à l'internet 3G. Le segment de la téléphonie fixe a progressé de 14,1% pour s'établir à 3,1 millions abonnés. Quant à l'activité des centres d'appel, ces derniers ont généré, à fin avril 2009, des recettes chiffrées à 965,6 millions de dirhams, soit un surplus de 35 millions de dirhams par rapport fin avril 2008.



2. Eléments de la demande

La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance, soutenue par la hausse des revenus des ménages ruraux, en raison de l'excellente campagne agricole. Elle profiterait également de la progression des crédits à la consommation de 25,7% à fin avril 2009, ainsi que de la mise en œuvre des dispositions du dialogue social.

Quant à l'investissement, l'effort de modernisation et d'équipement du tissu productif est maintenu, malgré le contexte de crise économique mondiale, comme en témoigne la progression des crédits accordés à l'équipement de 23,5% à fin avril 2009.

En parallèle, la Commission des investissements a approuvé, lors de sa deuxième réunion pour l'année 2009 tenue le 20 avril, 16 projets d'investissement d'une valeur globale de 21,9 milliards de dirhams, en mesure de générer 9468 emplois. Ces projets concernent les secteurs de la distribution, du tourisme, de l'électronique, des mines, de l'industrie verrière et des transports. Néanmoins, le nombre de certificats négatifs relatifs aux intentions de création d'entreprises a accusé une baisse de 3,4% à fin avril 2009 pour s'établir à 19.324 certificats.

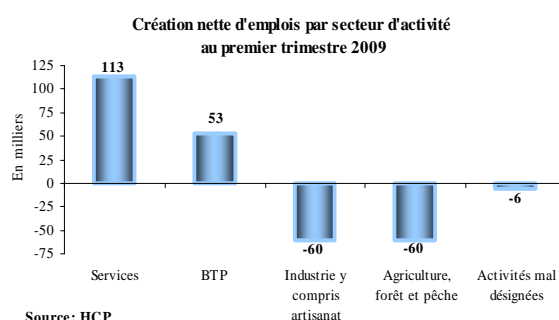
Pour ce qui est des investissements et prêts privés étrangers, ils ont totalisé 10,3 milliards de dirhams à fin avril 2009 dont 85,5% correspondent aux investissements directs étrangers (IDE), soit 8,8 milliards de dirhams. Quant aux dépenses d'investissement du Budget de l'Etat, elles se sont renforcées à fin avril 2009 de 20,3% pour s'établir à 19,1 milliards de dirhams.

Maintien du taux de chômage sous la barre des 10%

Au terme du premier trimestre de l'année 2009, la population active âgée de 15 ans et plus s'est établie à 11.326.000 personnes, en légère progression de 0,5% par rapport à fin mars 2008. Cependant, le taux d'activité a reculé de 0,7 point, passant à 50,3% contre 51% un an auparavant, en raison de l'évolution de la population active à un rythme inférieur à celui enregistré par la population totale. Le taux d'activité féminin a reculé de 0,8 point pour se situer à 26,1% contre 26,9% à fin mars 2008. Cette baisse a concerné aussi bien le milieu rural (-0,7 point) qu'urbain (-0,6 point).

La population active occupée s'est établie, au premier trimestre 2009, à 10.236.000 personnes après 10.196.000 actifs occupés un an auparavant, ce qui correspond à la création nette de 40.000 postes. Cette variation couvre une création nette de 75.000 emplois dans le milieu urbain, alors que les zones rurales ont connu une perte de 35.000 emplois.

Par secteur, les services constituent le premier secteur pourvoyeur de nouveaux emplois avec 113000 nouveaux emplois créés, suivi du BTP avec 53.000 postes. Cependant, les secteurs tels que l'agriculture, forêt et pêche et l'industrie y compris l'artisanat ont enregistré des pertes d'emplois avoisinant 60.000 emplois pour chaque secteur.

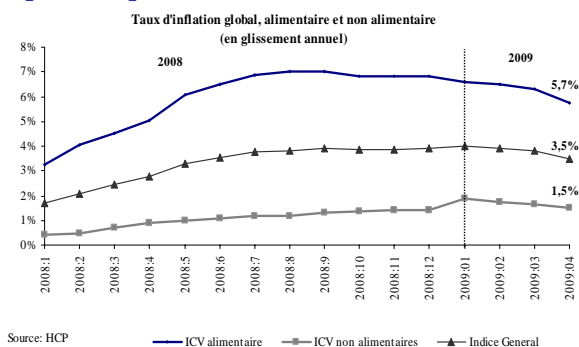


Ainsi, le taux de chômage, à fin mars 2009, a été maintenu au même niveau un an auparavant, soit 9,6%. Cette stabilité provient du recul du chômage urbain de 0,6 point (passant de 14,7% à 14,1%), conjugué à une progression du chômage rural de 0,7 point pour se situer à 4,7%. Par sexe, le chômage des hommes a augmenté de 0,2 point pour s'établir à 9,7%. Néanmoins, le chômage féminin a reculé de 0,3 point, passant de 9,8% à 9,5%. Par tranche d'âge, le chômage des jeunes âgés de 25 à 34 ans a fléchi de 0,5 point pour avoisiner les 13%, alors que le chômage des jeunes de la tranche d'âge entre 15 et 24 ans a gagné 1,4 point, passant de 17,9% à 19,3%. Par diplôme, le chômage des diplômés a accusé une baisse de 1,1 point par rapport à fin mars 2008. Le chômage des sans diplômes s'est, par contre, accru de 0,3 point.



Hausse du taux d'inflation tiré par l'augmentation des prix des produits alimentaires

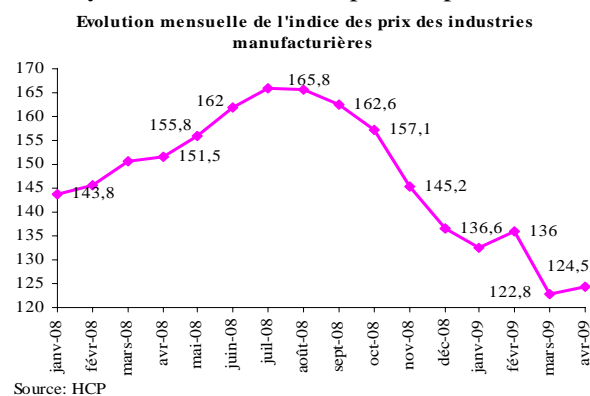
Au terme des quatre premiers mois de l'année 2009, le taux d'inflation s'est situé à 3,5% après 2,8% un an auparavant. La hausse des prix des produits alimentaires de 5,7% demeure la principale source d'inflation avec une contribution à hauteur de 73,3% à la hausse globale des prix, en raison essentiellement de l'envolée des prix des légumes frais de 54,2% par rapport à fin avril 2008.



Les prix des produits non alimentaires ont également augmenté de 1,5% contre 0,9% à fin avril 2008, sous l'effet de l'accroissement des prix des autres biens et services, des équipements ménagers et des transports et communications respectivement de 2,5%, 2,3% et 1,9%.

Par ville, Meknès a enregistré la plus forte hausse des prix (+4,8%), suivie de Laâyoune (+4,4%), Tanger (+4,2%), Fès (+3,8%), Casablanca (+3,7%) et Oujda (+3,6%). Rabat a enregistré la plus faible progression des prix avec un taux d'inflation inférieur à la moyenne nationale, ne dépassant pas 2,5%.

S'agissant de l'évolution des prix à la production, l'indice des prix à la production des industries manufacturières a poursuivi sa tendance baissière entamée depuis le mois d'août 2008. A fin avril 2009, cet indice s'est replié de 12,8% en glissement annuel, en raison principalement du recul des prix des industries de cokéfaction et raffinage et de ceux de l'industrie de fabrication d'équipements de radio, télévision et communication respectivement de 42,5% et 11,2% par rapport à fin avril 2008.



3. Echanges extérieurs

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2009, les transactions commerciales avec l'étranger ont affiché un recul des exportations et des importations des biens et services (FOB/FOB) respectivement de 23,8% et 16,1% par rapport à la même période de l'année précédente, portant ainsi le taux de couverture à 67,3% contre 74,1% un an auparavant.

S'agissant des échanges des biens, ils continuent de pâtir de la décélération de l'activité économique chez nos principaux partenaires commerciaux, comme en témoignent la baisse enregistrée tant au niveau des exportations (-30,7%) que des importations (-18,8%). Ces évolutions se sont traduites par un taux de couverture, en baisse de 7,5 points pour s'établir à 43,7% à fin avril 2009.

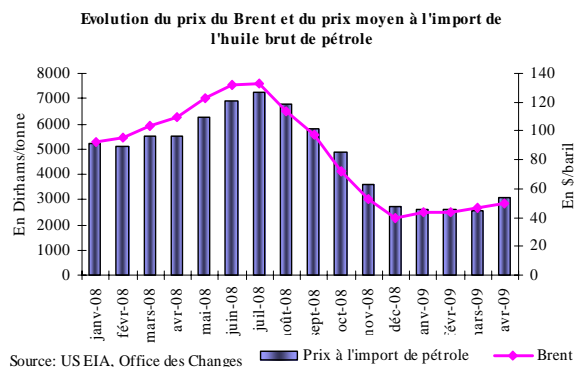
Quant au commerce des services avec le reste du monde, il s'est soldé par un excédent de 11 milliards de dirhams contre 14,9 milliards de dirhams un an auparavant, soit un repli de 25,8%. Cette variation provient essentiellement du recul des recettes voyages et de celles au titre du transport respectivement de 18,7% et 7,1%. La progression des recettes des centres d'appel de 3,8% n'a pas pu contrebalancer cette baisse.

Début d'année marqué par le repli des importations

La valeur des importations s'est dépréciée de 18,8% à fin avril 2009, en lien avec la baisse accusée par l'ensemble des groupements de produits importés à l'exception des importations des biens de consommation dont la valeur a quasiment stagné par rapport à la même période de l'année précédente.



Concernant les importations des produits énergétiques, elles ont enregistré un repli de 36,4% après une progression de 56,4% un an auparavant. La baisse continue des prix du baril sur le marché international depuis le mois de juillet 2008, malgré une légère reprise durant le mois d'avril, s'est traduite par un fléchissement de la facture pétrolière de 64% à fin avril 2009 pour s'établir à 3,8 milliards de dirhams.



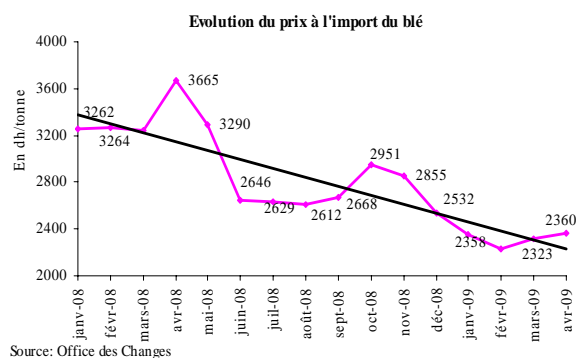
La valeur des achats des produits bruts a accusé une baisse de 42,5% contre une progression de 58,5% un an auparavant. Cette évolution s'explique principalement par la contraction de la valeur des importations du soufre, du bois bruts et des huiles végétales respectivement de 81,2%, 46,8% et 25,9%.

Les achats des demi-produits ont reculé en valeur de 24% contre une hausse de 20,5% à fin avril 2008. Cette situation provient de la régression de la valeur des acquisitions des produits chimiques de 26,4%, de fer et acier en blooms de 28,2%, des matières plastiques artificielles de 20,2% et du cuivre de 46,2%.

De même, les importations des biens d'équipement hors avions ont accusé un recul en valeur de 5,8% en glissement annuel, suite au repli de la valeur des achats des machines et appareils divers et de celle des voitures industrielles respectivement de 5,6% et 17,7%.

Pour ce qui est des achats de biens de consommation, elles ont quasiment stagné (-0,2%) entre fin avril 2008 et 2009. Cette stabilité découle de l'augmentation de la valeur des acquisitions des voitures de tourisme (+0,9%), de médicaments (+17,1%), de tissus de fibres synthétiques (+1,1%) et des parties de carrosseries (+269,8%), ce qui a amortie la baisse affichée par la valeur des importations des appareils récepteurs radio et télévision et par celle des tissus de coton respectivement de 2,4% et 25,8%.

Quant à la facture alimentaire, elle a régressé de 25,4% après une progression de 75,8% un an auparavant. Ce retournement s'explique principalement par le recul de 55,2% de la valeur des achats de blé consécutif aussi bien au fléchissement, depuis le mois de juin 2008, des prix sur le marché international et au recul de 34,9% du volume importé dans un contexte marqué par la réalisation d'une production céréalière record.

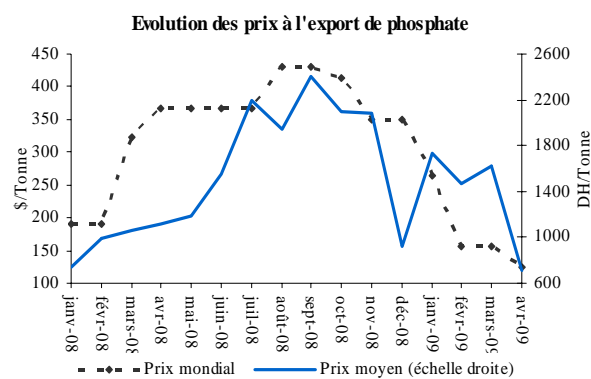


L'évolution des exportations demeure tributaire de celle des phosphates et dérivés

Suite à la décélération de la demande étrangère adressée au Maroc, les exportations des biens ont clôturé les quatre premiers mois de l'année 2009 sur une baisse en valeur de 30,7% contre une hausse de 28,4% un an auparavant. Cette évolution s'explique à hauteur de 52,6% par le fléchissement des ventes à l'étranger du groupe OCP de 61,6%.



Après avoir progressé de 10,8% au mois de mars par rapport au mois de février 2009, le prix moyen à l'export des phosphates a reculé de 55,7% au mois d'avril en glissement mensuel et de 35,7% par rapport à avril 2008. Néanmoins, le prix moyen à l'export sur les quatre premiers mois de l'année 2009 demeure supérieur à celui enregistré au cours de la même période de l'année précédente (+28,1%). Pour sa part le volume exporté des phosphates bruts a régressé de 66,1% par rapport à fin avril 2008. Ainsi, la valeur des ventes à l'étranger des phosphates a régressé de 56,6% en glissement annuel, alors qu'elle a progressé de 6% par rapport à fin avril 2007.



Source: Office des Changes, Banque Mondiale

Les exportations des engrais naturels et chimiques se sont repliées en valeur de 77,2% par rapport à fin avril 2008 et de 49,4% par rapport à fin avril 2007. Cette évolution est imputable à la contraction du volume exporté de 56,2% par rapport à fin avril 2008 et de 60,8% par rapport à fin avril 2007.

Pour ce qui est de l'acide phosphorique, il a été exporté à 6659,3 dirhams/tonne après 9770 dirhams/tonne à fin avril 2008 et 3683 dirhams/tonne à fin avril 2007. En outre, le volume exporté a affiché une baisse de 28,9% en glissement annuel, portant ainsi la valeur des ventes à l'étranger de l'acide phosphorique à 2,4 milliards de dirhams, en baisse de 51,5% par rapport à fin avril 2008.

Quant aux exportations hors phosphates et dérivés, elles ont reculé en valeur de 19,7% contre une hausse de 11,8% à fin avril 2008. Cette variation s'explique à hauteur de 30,6% par le repli de la valeur des exportations du matériel électrique et électronique de 31,7%. Quant aux expéditions des produits textiles et du cuir, elles ont enregistré une baisse en valeur de 2,9% à fin avril 2009 contre un repli de 12,4% à fin mars 2009, contribuant ainsi à hauteur de 4,4% à la baisse des exportations totale contre 16,3% à fin mars 2009. Il est à signaler que les exportations mensuelles de ces deux rubriques se sont améliorées au cours du mois d'avril par rapport au mois de mars 2009. Pour ce qui est des ventes à l'étranger des produits de la mer, elles ont fléchi en valeur de 28,2%, ce qui à l'origine de 17,7% du repli des exportations hors phosphates.

Allègement du déficit énergétique

Les évolutions des exportations et des importations à fin avril 2009 se sont traduites par un allègement du déficit commercial des biens qui est passé à 46,7 milliards de dirhams contre 50 milliards de dirhams à fin avril 2008. Le déficit dégagé des échanges des produits énergétiques s'est atténué de 38,8% passant de 20,7 milliards de dirhams à 12,7 milliards de dirhams à fin avril 2009. Pour ce qui est des échanges des produits bruts, ils ont clôturé les quatre premiers mois de l'année 2009 sur un déficit de 524,8 millions de dirhams, soit 3,5 fois le déficit enregistré à la même période de l'année précédente. Quant au déficit dégagé des échanges des biens finis d'équipement, il s'est creusé 4,2%. Bien que la valeur des importations des biens alimentaires soit en repli par rapport à fin avril 2008, elle demeure supérieure à celle des exportations, ce qui s'est soldé par un déficit, au niveau de cette rubrique, en hausse de 34,9% par rapport à fin avril 2008.

Par région, les échanges commerciaux avec l'Europe ont dégagé un déficit chiffré à 22,8 milliards de dirhams, ce qui représente 48,7% du déficit commercial total. Les échanges avec l'Asie se sont soldés par un déficit commercial de 13 milliards de dirhams, soit 27,9% du solde total. Le solde commercial découlant des échanges avec l'Amérique occupe 22,1% du solde total. Concernant les pays d'Afrique et d'Océanie, leurs parts dans le déficit commercial global ne dépassent pas respectivement 0,8% et 0,4%, en liaison avec la faiblesse des échanges avec ces deux continents.

4. FINANCES PUBLIQUES (hors TVA des Collectivités Locales)

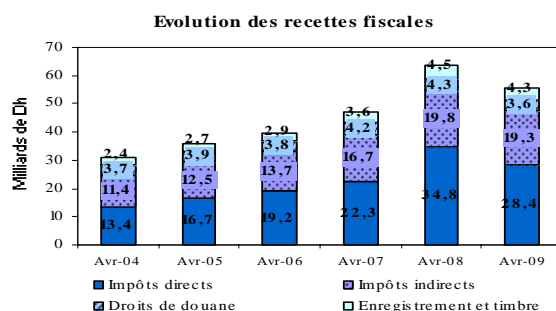
L'exécution de la Loi de Finances au terme des quatre premiers mois de l'année 2009 s'est soldée par la réalisation d'un excédent budgétaire. Cette situation s'est produite malgré le recul des recettes ordinaires, dépassant toutefois les dépenses ordinaires qui se sont aussi inscrites en baisse.



Repli des recettes fiscales

Concrétisées à hauteur de 33,2% à fin avril 2009³, les recettes ordinaires se sont repliées de 12,3% par rapport à la même période de 2008. Cette évolution est imputable essentiellement aux recettes fiscales qui ont enregistré une baisse de 12,4% et un taux d'exécution de 34,8%.

S'agissant de l'évolution des composantes des recettes fiscales, les impôts directs, qui se sont réalisés à raison de 38,4%, ont reculé de 18,5%. Ce résultat est imputable à la baisse des recettes de l'IS de 17,2%, enregistrant un taux de réalisation de 42,4%. Les montants de l'acompte et de la régularisation versés à fin mars 2009 ont été de 6,5 et 7,5 milliards de dirhams contre 7,3 et 12,3 milliards respectivement à fin mars 2008.



Les recettes de l'IR, ont-elles-aussi, baissé de 23,5% à fin avril 2009, compte tenu du réaménagement du barème de cet impôt et du repli de l'IR sur le produit des cessions des valeurs mobilières cotées en bourse et de l'IR sur profits immobiliers.

S'agissant des impôts indirects, ils ont été exécutés à hauteur de 30,8% et ont régressé de 2,4%. Cette évolution est attribuable au recul des recettes des TIC sur tabacs de 5,1% et des recettes de la TVA à l'importation de 8,8%, en lien avec le recul des importations taxables ainsi que des prix à l'importation. Toutefois, les recettes de la TVA intérieure et des TIC sur les produits énergétiques ont augmenté respectivement de 5,1% et 0,9%.

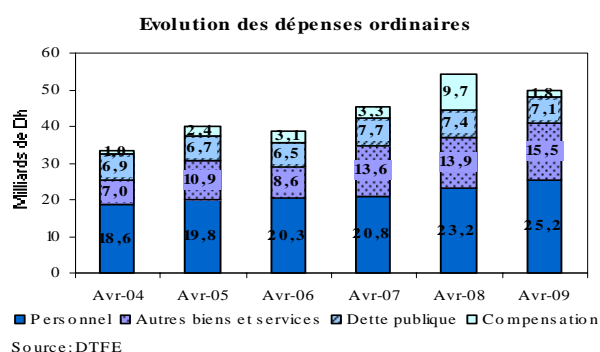
Les recettes perçues au titre des droits de douane ont été exécutées à hauteur de 30,1% et se sont contractées de 18%, en lien avec la baisse de l'assiette imposable, l'impact de la réforme tarifaire et la baisse des prix à l'importation. Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et de timbre ont enregistré un taux de réalisation de 38,1% et ont diminué de 4,3%, sous l'effet du recul des droits sur les mutations en rapport avec le ralentissement des transactions immobilières.

Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont été concrétisées à hauteur de 21% et ont diminué de 9,4%, suite à la baisse des recettes de monopoles de 70,3%, compte tenu de l'encaissement durant avril 2008 des dividendes de Bank Al-Maghrib. Toutefois, les autres recettes non fiscales ont augmenté de 78,8% suite particulièrement à la réalisation de la redevance pêche d'un montant de 398 millions de dirhams et la progression des recettes de fonds de concours qui ont atteint 804 millions de dirhams à fin avril 2009 après 345 millions à fin avril 2008.

Baisse des dépenses ordinaires

A fin avril 2009, les dépenses ordinaires se sont réalisées à hauteur de 29,9%, s'inscrivant en baisse de 8,3% par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette tendance est imputable essentiellement au repli des dépenses de compensation de 81% pour se chiffrer à 1,8 milliard de dirhams à fin avril 2009. les charges en intérêts de la dette publique, ont elles aussi, reculé de 3,8%, sous l'effet essentiellement de la baisse de celles de la dette intérieure de 7,1% contrebalançant la hausse de celles de la dette extérieure de 25,7%. Cependant, les dépenses de biens et services se sont accrues de 9,8%, recouvrant une hausse des dépenses du personnel de 8,6% et de celles des autres biens et services de 11,8%.



3: Le taux d'exécution moyen pour cette période est de 33,3%.



En termes de réalisation, les taux d'exécution des dépenses du personnel, des autres biens et services, de la dette publique et de la compensation se sont établis respectivement à 33,4%, 36,5%, 37,5% et 6,4%.

Exécutées à hauteur de 49,9%, les dépenses d'investissement du Budget de l'Etat ont atteint 19,1 milliards de dirhams, en augmentation de 20,3% par rapport à fin avril 2008.

Réalisation d'un excédent budgétaire

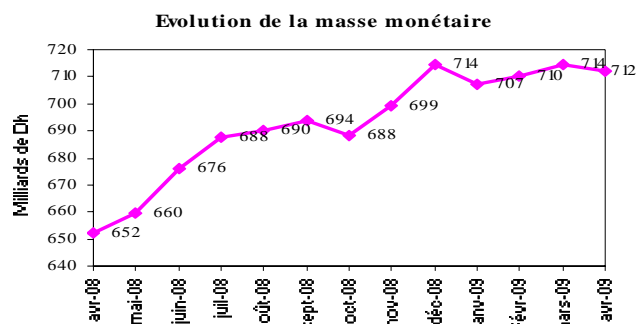
L'évolution des recettes et des dépenses, à fin avril 2009, a permis de dégager une épargne publique de 10,4 milliards de dirhams contre 14,4 milliards à fin avril 2008, couvrant ainsi 54,8% des dépenses d'investissement. Quant au solde budgétaire global, il a été excédentaire de 3,7 milliards de dirhams, vu le solde positif des Comptes Spéciaux du Trésor (hors fonds de soutien des prix et fonds spécial routier) de 12,3 milliards de dirhams.

Compte tenu de l'augmentation de ses arriérés de 2,7 milliards de dirhams par rapport à fin décembre 2008, le Trésor a dégagé un excédent de financement de 6,4 milliards de dirhams à fin avril 2009 contre 15 milliards à fin avril 2008.

5. FINACEMENT DE L'ECONOMIE

Création monétaire en quasi stagnation

Après avoir enregistré des hausses limitées, en glissement mensuel, en février et mars, la masse monétaire s'est légèrement repliée en avril, par rapport à fin mars 2009, de 0,3%. Cette tendance est due essentiellement à la baisse de la monnaie scripturale de 1,2%. Ainsi, par rapport à fin décembre 2008, la masse monétaire a enregistré une baisse de 0,4%. En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 9,2% contre 12,8% à fin avril 2008.



Source: Bank Al-Maghrib

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, l'évolution de cette dernière s'est reflétée essentiellement au niveau des avoirs extérieurs nets qui ont poursuivi leur tendance baissière après une amélioration relative en février 2009. Ainsi, par rapport à fin décembre 2008, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 3,6 milliards de dirhams ou 1,8%, sous l'effet essentiellement de la baisse des réserves de change des banques de 24,1%. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont repliés de 8,2% après une hausse de 7,4% à fin avril 2008. Cette évolution s'explique principalement par le recul des recettes voyages (-18,7%) et des transferts des MRE (-13,9%).

Mesures adoptées en faveur des MRE

Afin d'atténuer les répercussions de la crise financière internationale sur les MRE, les pouvoirs publics ont mis en place un certain nombre de mesures en faveur de ces derniers. Il s'agit notamment de :

- attribuer une subvention étatique à hauteur de 10% du coût du projet (pas moins de 1 million de dirhams et pas plus de 5 millions de dirhams) à tout détenteur de projet qui doit avancer un apport en fonds propres en devises équivalent à 25% du capital total et pourra avoir un crédit bancaire plafonné à 65 % du total de l'investissement ;
- bénéficier, jusqu'au 31 décembre 2009, de la gratuité des transferts d'argent effectués par l'intermédiaire des banques marocaines ou leurs réseaux à l'étranger ;
- Baisser, à partir de juin 2009, de 50% la commission de change appliquée à l'ensemble des transactions avec l'extérieur ;
- bénéficier de la garantie "Damane Assakane" dans le domaine de l'immobilier.

D'autres mesures d'accompagnement ont été adoptées pour soutenir les MRE dont notamment la négociation des rééchelonnements des dettes, le renforcement des services sociaux au sein des ambassades et consulats, la réduction de 95 % des droits de chancellerie ainsi que la mise en place par les principales administrations d'un guichet spécial MRE et auprès de chaque wilaya.



Toutefois, les concours à l'économie ont poursuivi leur amélioration, à l'exception de la baisse enregistrée en janvier, pour augmenter de 6,6 milliards de dirhams ou 1,2% par rapport à fin décembre 2008. Cette évolution a concerné particulièrement les crédits destinés à l'équipement (+14,5%), à la consommation (+8%) et à l'immobilier (+4%). par apport à fin avril 2008, les concours à l'économie ont augmenté de 17,7%.

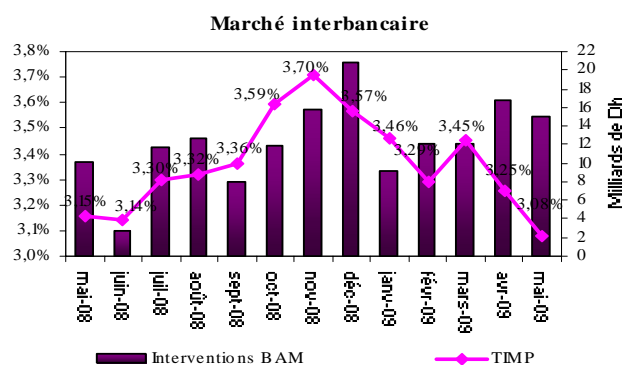
A fin avril 2009, la tendance baissière des créances nettes sur l'Etat s'est inversée pour augmenter, par rapport à fin mars 2009, de 5,9 milliards de dirhams ou 8% pour revenir à leur niveau à fin décembre 2008. Cette évolution s'explique par le repli de la position nette du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib, par rapport à fin mars 2009, de 5,8 milliards de dirhams. En glissement annuel, les créances nettes sur l'Etat ont progressé de 10,5% après une baisse de 5,2% l'année dernière.

Concernant l'évolution de l'encours des agrégats de placements liquides à fin avril 2009, il a augmenté, par rapport à fin décembre 2008, de 6,7%. Cette évolution découle, essentiellement, de la progression des titres d'OPCVM obligataires de 21,4%. Cependant, par apport à fin avril 2008, l'encours des agrégats de placements liquides s'est replié de 6,5%.

Poursuite de la tendance baissière du taux interbancaire en mai

Au cours du mois de mai 2009, Bank Al-Maghrib a maintenu ses interventions régulières pour satisfaire les besoins des banques en liquidités, induits essentiellement par le recul des avoirs extérieurs nets. Ainsi, le volume moyen des interventions d'injection de liquidités de la Banque centrale, essentiellement sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres, a atteint en moyenne 15 milliards de dirhams en mai contre 16,8 milliards en avril.

Dans le sillage de la réduction du taux directeur de 25 points de base pour le ramener à 3,25% le 24 mars 2009 et à l'instar du mois d'avril, le taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ) a enregistré une tendance relativement stable et proche du taux directeur tout au long du mois de mai 2009, à l'exception du fléchissement observé en fin de période de constitution de la réserve monétaire, atteignant son plus bas niveau du mois de 2,25%. Ainsi, la moyenne mensuelle du TIMPJJ a poursuivi sa tendance baissière pour s'établir à 3,08% en mai 2009, en recul de 17 pb par rapport au mois d'avril 2009.



Source: Bank Al-Maghrib

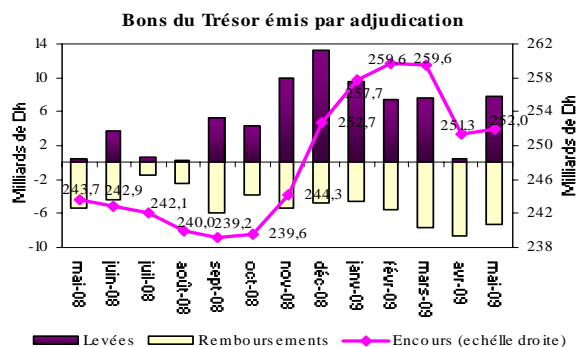
En parallèle, le volume moyen des transactions interbancaires a progressé en mai de 17,1% par rapport à avril 2009 pour atteindre 2,6 milliards de dirhams.

Poursuite de la baisse des taux obligataires primaires en mai

Au cours du mois de mai 2009, le recours du Trésor au marché des adjudications s'est renforcé avec des levées brutes atteignant 7,9 milliards de dirhams après 400 millions de dirhams au mois d'avril. Les remboursements du mois de mai se sont chiffrés à 7,2 milliards de dirhams contre 8,7 milliards de dirhams en avril. Les levées ont concerné les maturités à 13 semaines, 52 semaines, 2 ans et 5 ans dont les taux ont poursuivi leur tendance baissière entamée depuis le début de l'année 2009. Ainsi, leurs taux moyens pondérés au titre du mois de mai ont reculé, par rapport à ceux des dernières émissions de 2009, de 3 pb, 37 pb, 46 et 10 pb respectivement pour s'établir à 3,26%, 3,35%, 3,38% et 3,66%.



Au terme des 5 premiers mois de 2009, les levées brutes du Trésor se sont établies à 33 milliards de dirhams contre 9,2 milliards à fin mai 2008. Ces levées ont été orientées vers les maturités courtes et les maturités moyennes à hauteur de 62,3% et 37,7% respectivement. Compte tenu des remboursements qui ont atteint 33,7 milliards de dirhams, l'encours des bons du Trésor par adjudication s'est établi, à fin mai 2009, à 252 milliards de dirhams, enregistrant une baisse de 0,3% par rapport à son niveau à fin décembre 2008 et une hausse de 0,3% par rapport au mois d'avril 2009.

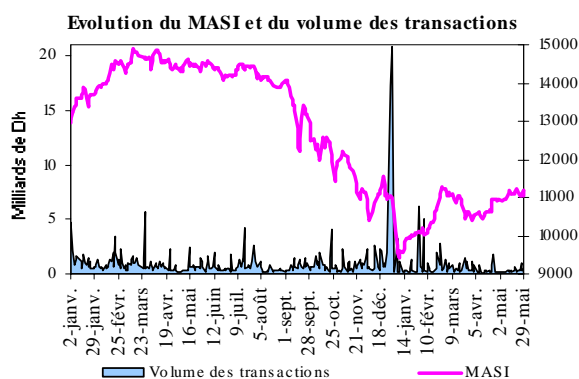


Source: Bank Al-Maghrib

S'agissant de l'offre des investisseurs à fin mai 2009, elle a augmenté de 70,3% par rapport à fin mai 2008 pour atteindre 261,3 milliards de dirhams, satisfaite à hauteur de 12,6% au lieu de 6% l'année dernière et orientée essentiellement vers le court terme (63,7%) et le moyen terme (33,9%).

Quasi stagnation des indicateurs boursiers en mai

Après l'amélioration enregistrée en avril 2009, l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca a quasiment stagné au cours du mois de mai 2009. Ainsi, par rapport à fin avril 2009, les deux indices MASI et MADEX ont progressé de 0,8% et 0,5% respectivement. Par rapport à fin décembre 2008, les deux indices ont quasiment stagné (+0,4% pour le MASI et -0,3% pour le MADEX). Pour sa part, la capitalisation boursière s'est établie, à fin mai 2009, à 526,4 milliards de dirhams, en baisse de 0,8% par rapport à fin avril 2009 et de 1% par rapport à fin décembre 2008.



Source: Bourse de Casablanca

Il est à noter que le mois de mai a enregistré la radiation des titres de la Marocaine Vie de la cote, ramenant ainsi le nombre de sociétés cotées à la Bourse de Casablanca de 77 à 76.

Sur le plan sectoriel, la plupart des indices sectoriels ont enregistré des performances favorables, par rapport au mois d'avril 2009, dont particulièrement ceux des secteurs des équipements électroniques et électriques (+37,2%), des ingénieries et biens d'équipement industriels (+27,3%), des mines (+25,6%) et des sociétés de portefeuilles - holdings (+14,2%). Cependant, le repli enregistré par quelques indices sectoriels a contrebalancé l'effet positif de ces hausses, particulièrement le secteur des télécommunications qui représente 23,5% de la capitalisation totale et dont l'indice a reculé par rapport au mois d'avril de 13%.

Concernant le volume global des transactions, il a atteint, au terme des cinq premiers mois de 2009, 61 milliards de dirhams, en baisse de 36,7% par rapport à fin mai 2008. Pour le seul mois de mai, ce volume s'est établi à 6,2 milliards de dirhams contre 8,6 milliards en avril. Les transactions se sont réparties à hauteur de 84,2% pour le marché central (animé essentiellement par Addoha (22,3%), Itissalat Al-Maghrib (14,2%), Alliances (10%), Managem (7,3%) et ONA (5,9%)), 11% pour le marché de blocs et 4,5% pour les apports de titres.



Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale ⁽¹⁾	2006	2007	2008
Produit Intérieur Brut (aux prix de l'année précédente) (base 1998)	7,8	2,7	5,6
Valeur ajoutée non primaire	5,0	6,2	4,0
Valeur ajoutée du secteur primaire	21,1	-20,0	16,6

Echanges extérieurs ⁽²⁾ (millions de Dhs)	avr.-08	avr.-09	(%)
Importations globales	102 350	83 064	-18,8
Énergie et lubrifiants	21 624	13 746	-36,4
Pétrole brut	10 536	3 793	-64,0
Produits finis d'équipement	22 720	22 675	-0,2
Blé	6 084	2 725	-55,2
Exportations globales	52 370	36 315	-30,7
Demi-produits	16 293	7 573	-53,5
Phosphates et dérivés	13 705	5 264	-61,6
Solde commercial	-49 980	-46 749	-6,5
Taux de couverture (en %)	51,2	43,7	
Transferts MRE	16 940	14 581	-13,9
Recettes voyages	16 297	13 257	-18,7
Investissements et prêts privés étrangers	14 362	10 293	-28,3

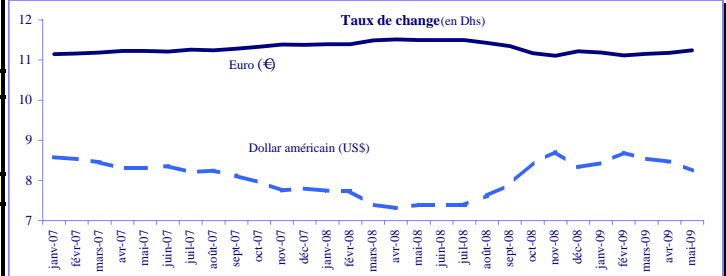
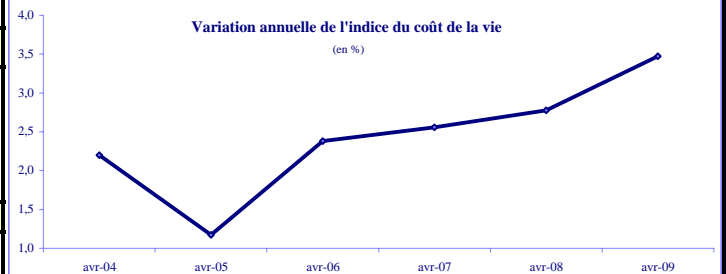
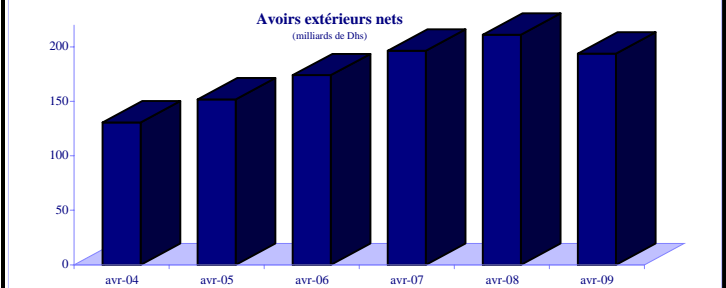
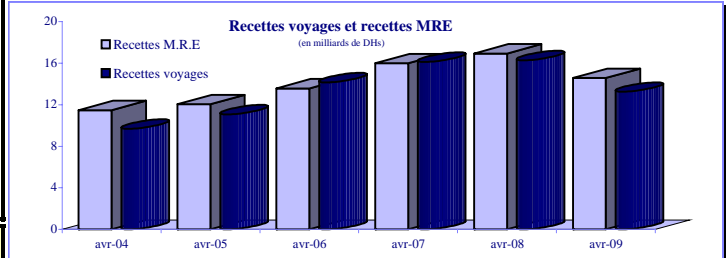
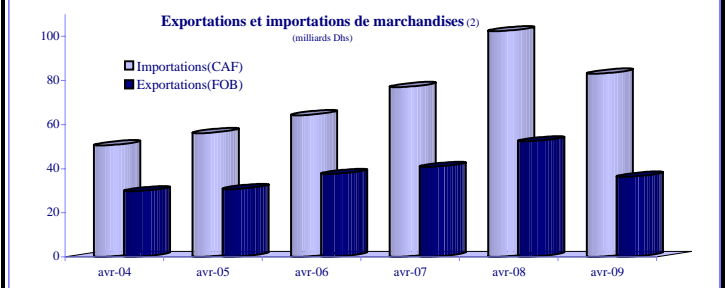
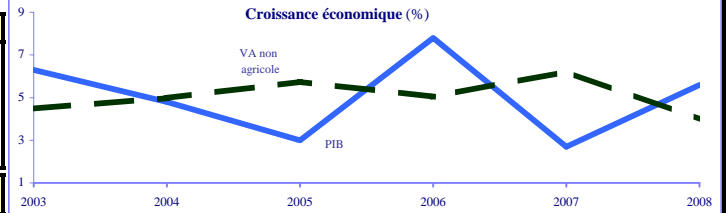
Monnaie (millions de Dhs)	avr.-08	avr.-09	(%)
Agrégat M3	651 916	711 833	9,2
Avoirs extérieurs nets	211 213	193 901	-8,2
Créances sur le trésor	72 823	80 499	10,5
Concours à l'économie	461 316	542 792	17,7
Dont : Concours bancaires	454 905	536 779	18,0
Crédits à l'immobilier	130 526	158 910	21,7
Crédits à l'équipement	89 839	110 982	23,5
Crédits à la consommation	21 546	27 087	25,7

Bourse	mai-08	mai-09	(%)
MASI	14 517	11 024	-24,1
MADEX	11 985	9 030	-24,7
Volume des transactions (millions de Dhs)	87 795	51 923	-40,9

Indice du Coût de la Vie (100=1989)	avr.-08	avr.-09	(%)
Indice du Coût de la Vie total (100=1989)	181,4	187,7	3,5
Produits alimentaires	188,0	198,8	5,7
Produits non alimentaires	175,8	178,5	1,5

Taux de change (en MAD)	mai-08	mai-09	(%)
Euro	11,49	11,25	-2,2
Dollar américain US\$	7,39	8,24	11,5

Taux d'intérêt	déc.-08	mai-09	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	3,68	3,26	-42
(26 semaines)	3,74	-	-
(52 semaines)	3,83	3,35	-48



Finances publiques (y compris TVA des CL) (3)	avr.-08	avr.-09	(%)									
Recettes ordinaires (R.O) (en millions de Dhs)	74 211	65 607	-11,6									
Recettes fiscales	69 112	61 063	-11,6									
Impôts directs	34 817	28 377	-18,5									
IS	21 886	18 121	-17,2									
IR	12 366	9 461	-23,5									
Impôts indirects	25 468	24 833	-2,5									
TVA	18 936	18 411	-2,8									
TIC	6 532	6 422	-1,7									
Droits de douane	4 338	3 556	-18,0									
Enregistrement et timbre	4 488	4 296	-4,3									
Recettes non fiscales	4 139	3 749	-9,4									
Monopoles	2 449	728	-70,3									
Dépenses ordinaires (D.O)	54 120	49 644	-8,3									
Biens et services	37 071	40 704	9,8									
Personnel	23 214	25 217	8,6									
Autres biens et services	13 857	15 487	11,8									
Dette publique intérieure	6 635	6 165	-7,1									
Dette publique extérieure	744	935	25,7									
Solde ordinaire	20 091	15 964	-20,5									
Compensation	9 670	1 840	-81,0									
Investissement	15 845	19 061	20,3									
Solde budgétaire	12 724	3 699										
Solde primaire (4)	20 103	10 799	-46,3									
Activités sectorielles	mars-08	mars-09	(%)									
Production marchande de phosphates (mille tonnes)	6 965	2 052	-70,5									
Production de produits dérivés	1 720	632	-63,3									
	avr.-08	avr.-09	(%)									
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP (millions de Dhs)	13 804	5 886	-57,4									
Exportations des produits dérivés	9 407	4 056	-56,9									
Intentions de création d'entreprises	20 004	19 324	-3,4									
Production d'électricité (GWh)	7 654	7 611	-0,6									
Production concessionnelle	4 096	4 205	2,7									
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	1 971	2 165	9,8									
Nuitées (en milliers)	5 236	5 061	-3,4									
Trafic aérien des voyageurs (en milliers)	4 121	4 089	-0,8									
Mouvements des avions	57 400	57 371	-0,1									
Ventes de ciment (mille tonnes)	4 850	4 769	-1,7									
Emploi	1Tr07	1Tr08	1Tr09									
Taux d'activité	52,2	51,0	50,3									
Taux de chômage	10,1	9,6	9,6									
Urbain	15,9	14,7	14,1									
Diplômés	21,5	20,4	18,8									
Agés de 15 à 24 ans	31,8	30,3	32,0									
Variation des indices de la production (3)	4Tr07	4Tr08	(%)	2007	2008	(%)						
Mines	131,9	119,9	-9,1	149,3	146,6	-1,8						
Industries manufacturières	157,3	150,6	-4,3	152,4	155,3	1,9						
Produits des industries alimentaires	131,0	130,6	-0,3	133,6	138,7	3,8						
Produits de l'industrie textile	129,8	125,5	-3,3	119,7	116,9	-2,3						
Produits de l'industrie automobile	270,9	259,9	-4,1	216,5	220,5	1,9						
Electricité	169,5	166,2	-1,9	163,4	168,2	2,9						

(1) Taux de variation, Source HCP

(2) y.c. le commerce de la zone franche

(3) Indice de la production selon la nouvelle base 1998

(4) Solde du budget général non compris les intérêts de la dette publique

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES (D.E.P.F.)

Ministère de l'Economie et des Finances, quartier administratif, entrée D, Chellah - Rabat

Tél. : (+212) 5.37.67.74.29/62 Fax : (+212) 5.37.67.74.54 Adresse Internet : <http://www.finances.gov.ma/depf/depf.htm>